



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 11/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ADM Bazancourt SASU

114 rue de Pomacle,
CS 30 004,
51110 Bazancourt

Code AIOT : 0005701552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement ADM Bazancourt SASU implanté 114 rue de Pomacle, CS 30 004, 51110 Bazancourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADM Bazancourt SASU
- 114 rue de Pomacle, CS 30 004, 51110 Bazancourt
- Code AIOT : 0005701552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ADM Bazancourt est une entreprise du groupe ADM qui transforme, sur son unité de la plateforme de Bazancourt (51), des céréales en produits édulcorants, en protéines, en amidons et divers composants à destination des marchés de l'alimentation humaine, de la nutrition animale, de l'industrie et de la fertilisation.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Analyse Méthodique des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
3	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
6	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Transmission des résultats	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Présence de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
11	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Arrêt impossible	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.g	Sans objet
7	Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a	Sans objet
10	Eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose de cinq circuits de refroidissement qui sont exploités de la même manière : même eau d'appoint et même traitement.

L'exploitant possède une bonne connaissance des installations et assure le suivi opérationnel des installations. Cependant, la plupart des actions de suivi, d'entretien ou de réflexion sur la gestion du risque légionelle ne sont pas formalisés. L'inspection propose de demander à l'exploitant de compléter les documents concernés (suivi des formations et surveillance de l'installation).

Il est proposé de rappeler à l'exploitant ses obligations concernant la transmission des informations sur le suivi du sujet « légionelle » à l'inspection. En effet, tout changement notamment sur la stratégie de traitement doit faire l'objet d'une transmission à l'inspection et d'un suivi de l'efficacité de ce traitement par des mesures à une fréquence plus élevée.

De même, les délais de transmission des analyses sont fixés à 30 jours via l'outil GIDAF. L'inspection a constaté des non-conformités vis-à-vis de ces deux points. Enfin, l'arrêté ministériel du 14/12/2013 évoque aussi la transmission d'un bilan annuel (article 26.V.)

L'inspection note plusieurs non-conformités qui font l'objet d'une proposition de mise en demeure au Préfet :

- Une analyse méthodique des risques qui ne décrit pas suffisamment l'installation (schéma) et ses points critiques ;
- Un nettoyage annuel manquant pour les tours 2 et 3 ;
- Une stratégie de traitement qui reste incomplète bien que des améliorations y ont été apportées suite à l'inspection. Notamment, des manques de justifications sur l'utilisation de Biocide Non Oxydant en traitement préventif ;
- La présence de flore interférente pour laquelle l'exploitant fait des recherches sans proposer d'action et de délai de mise en œuvre ;
- L'absence d'analyse des eaux de purge des circuits de refroidissement avant dilution avec les eaux de process.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté. [...]
Constats : Le responsable principal des installations a participé à la visite. Les quatre personnes ayant une responsabilité au niveau des installations de refroidissement sont nommées via leurs fiches de poste. Elles ont été formées aux risques légionelles le 23 mai 2023 au niveau 2. Le programme de formation suivi correspond à la prescription. L'exploitant a présenté une liste des personnes formées sur site. Cette liste n'est pas à jour. La formation des intervenants extérieurs est vérifiée par l'exploitant chaque année lors de l'établissement du plan de prévention. Il n'existe cependant pas de documents rassemblant le suivi des formations des intervenants extérieur et intérieur permettant à l'exploitant de s'assurer de manière simple et efficace que les formations des personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation sont à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Analyse Méthodique des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques . Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la

maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'AMR présentée par l'exploitant ne décrit pas les installations, il n'y a pas d'indication sur le fonctionnement de chacun des circuits ni de schéma de principe. Les spécificités techniques de chaque circuit de refroidissement ne sont pas explicitées.

Les bras morts ne sont pas listés au sein de l'AMR, néanmoins l'exploitant dispose d'une liste des bras morts suivis et supprimés. Ceux qui sont suivis font l'objet d'une purge chaque mercredi, les purges sont consignées sur un registre papier. La criticité des bras morts n'est pas évaluée.

Des facteurs de risque sont calculés et des actions pour limiter ou supprimer le risque sont présentées. Cependant, aucune échéance n'est associée à la mise en place de ces actions. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de faire le lien entre l'action présentant le facteur de risque le plus élevé dans son AMR et ses plans d'actions. Il n'est donc pas en mesure de suivre l'avancement de celle-ci.

Lors de la visite de site, l'exploitant a cependant démontré avoir mis en place certaines actions.

L'AMR transmise par l'exploitant a été revue le 7 mai 2024, la dernière révision date de 2018. Néanmoins, des audits internes ont été réalisés le 08 février 2024 et le 16 septembre 2022, sans mise à jour de l'AMR.

Lors du changement de stratégie de traitement en 2023, l'exploitant n'a pas mis à jour l'AMR.

Par courriel du 29 mai 2024, l'exploitant a transmis une mise à jour de l'AMR intégrant un délai de mise en œuvre et une date de réalisation des actions.

La liste des bras morts a été intégrée au document sans pour autant définir une criticité.

Enfin, la liste des documents annexes est présente.

Cependant, l'AMR ne contient toujours pas de schéma de principe. Seul un plan de masse et une capture d'écran du système de gestion sont présentés. Ces représentations graphiques ne permettent pas de représenter de manière suffisamment complète et pertinente l'installation pour définir les points critiques liés à la conception de celle-ci.

Les facteurs de risque identifiés sont essentiellement organisationnels.

Des facteurs de risque tel que la présence de flore interférente, les dépôts visibles sur les surfaces ou encore la recirculation des eaux de l'évaporateur 4 ne sont pas identifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant qu'une mise à jour annuelle est requise.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité sous 4 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. [...]
Constats : L'inspection relève de la visite terrain, un état moyen des installations (corrosion et dépôts sur les surfaces). Bien qu'il y ait des nettoyages réguliers les installations s'encrassent rapidement. Le nettoyage des tours est réalisé annuellement par un prestataire. Les tours 1, 4, 6, 7 et 8 ont été nettoyées entre le 10 et le 13 avril 2024. Les tours 2 et 3 ne peuvent être nettoyées pour le moment, car la tour 1 (tour 1, 2, 3 en parallèle – 1 seule peut être arrêtée à la fois) est consignée : les pâles du ventilateur sont cassées (commande réalisée). Le nettoyage des tours 2 et 3 nécessite soit de remettre en marche la tour 1 ou d'arrêter le process. La réparation de la tour 1 est attendue pour réaliser le nettoyage des tours 2 et 3. Au regard de l'encrassement des surfaces le nettoyage paraît essentiel. Il est donc proposé de mettre en demeure l'exploitant de réaliser le nettoyage des tours 2 et 3, dans un délai de 4 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Arrêt impossible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.g
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible. Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure à 100 000 UFC/L. Si l'installation est également concernée par l'article 26-I-2 c, les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant indique qu'il est en capacité d'arrêter immédiatement la dispersion en cas de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> . Selon les circuits, l'arrêt de la dispersion, entraîne l'arrêt progressif du process. La dernière partie de la procédure (IT 291010) n'est donc pas pertinente pour l'exploitant. Par mail du 29 mai 2024, l'exploitant a transmis la mise à jour de cette procédure. Il est donc acté que la possibilité d'arrêt de la dispersion est valable pour l'ensemble des tours. L'exploitant n'est pas concerné par des mesures compensatoires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stratégie de traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu. L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH.

Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'**utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s)** en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par **injection de biocides non oxydants** en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.

Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau. Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

Constats :

La stratégie de traitement présenté par l'exploitant n'est pas à jour.

La liste des produits utilisés n'est pas complète. Le produit Aqualead BC05 mentionné n'est plus utilisé.

Au jour de la visite, le traitement en place est :

Une injection en continu de deux biocides oxydant pour former du dioxyde de chlore

Une injection en continu de détergent (NALCO 77393)

Une injection en choc à effet continu de biocide NALCO 74833.

Ce biocide est un biocide non oxydant. La Fiche de Données de Sécurité (FDS) de ce produit indique qu'il est corrosif et impactant pour l'environnement. Les justifications demandées par la prescription sur l'absence de stratégie alternative et sur le fait qu'il représente la solution la moins

impactante pour l'environnement ne sont pas présentes.

Le traiteur d'eau a fourni une note sur la compatibilité des produits qui n'est pas reprise au sein de la stratégie de traitement.

Les produits de décomposition des produits de traitement ne sont pas mentionnés.

A noter, que l'exploitant a changé une partie de sa stratégie de traitement (ajout d'un détergent) en 2023, sans en informer l'inspection et sans réaliser les analyses à fréquence resserrée pour vérifier l'efficacité de cette nouvelle stratégie.

Le dispositif de purge est continu, le débit de purge est fixé pour chaque circuit. Une étude est en cours pour évaluer la faisabilité d'asservir les purges en fonction de la conductivité.

L'exploitant dispose de réserves de produits. Il suit régulièrement le niveau des cuves.

L'exploitant a transmis par mail du 29 mai 2024, la mise à jour de cette stratégie de traitement. Au sein de cette version sont mentionnés les produits utilisés le jour de la visite. Ce document indique la compatibilité entre les molécules.

La justification d'utilisation du biocide non oxydant Nalco 74833 visant à « limiter la quantité de biocide oxydant mise en œuvre » n'est pas conforme à la prescription. Le dosage est donné à 100ppm à la page 2 alors qu'à la page 7 il est inscrit 50 ppm. L'utilisation de ce produit en traitement préventif reste à justifier tout comme son dosage.

L'exploitant a, de même transmis les produits de dégradation de ce produit. Les produits de dégradation des autres produits de traitement ne sont pas mentionnés. Les concentrations auxquelles ces produits de décomposition sont susceptibles de se retrouver dans les eaux ne sont pas mentionnées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de compléter sa stratégie de traitement avec les éléments manquants. L'utilisation de NALCO 74833 en traitement préventif sera remise en question. L'inspection portera une attention particulière aux justifications apportées quant à l'utilisation de ce produit en traitement préventif.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.

Constats :

L'exploitant suit les paramètres suivants : pH, Conductivité, DCO, azote et sodium. Les résultats sont consignés au sein d'un tableur qui sert de support à l'analyse et la mise en place d'action. Le responsable des installations maîtrise les actions mise en œuvre et les valeurs cibles pour chacun des paramètres. Cependant, la procédure (IT 291027) de suivi analytique ne reprend

pas ce qui est mis en place sur le terrain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de compléter cette instruction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...] Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent. Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air. Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.
Constats : L'exploitant réalise une analyse mensuelle de la concentration en Légionella Pneumophila sur chaque circuit. Les points de prélèvement se situent pour l'ensemble des circuits en amont de la dispersion d'eau et hors d'influence de l'eau d'appoint. Les points de prélèvement sont repérés par un marquage : plaques posées au sol ou contre une conduite, il serait intéressant de les fixer.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Transmission des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyse de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection dans un délai de 30 jours à compter de la date de prélèvement.
Constats : Sur l'année courante, le délai de transmission sur l'outil GIDAF est supérieur à 30 jours pour 9 mois sur 12. Par exemple, les résultats du prélèvement du 06/11/2023 ont été transmis le 19/12/2023. Néanmoins, le délai de transmission n'excède pas les 60 jours. Rappel : L'ARS consulte l'outil GIDAF lorsqu'un cas de légionellose est déclaré. Il est donc important de déclarer les résultats dans les temps. L'exploitant s'est engagé lors de l'inspection à transmettre l'ensemble des PDF des analyses en fichier joint à la déclaration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Présence de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. Actions à mener si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.</p> <p>a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.</p> <p>b) Si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.</p> <p>c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p> <p>Constats :</p> <p>Chacun des circuits de refroidissement compte, sur l'année courante, a minima 6 analyses mettant en évidence de la flore interférente ; soit à minima la moitié des analyses.</p> <p>Le dernier trimestre de l'année semble moins propice au développement de flore interférente.</p> <p>L'exploitant réalise systématiquement en plus de l'analyse selon la norme NF T90 431, une analyse PCR-ADN pour démontrer l'absence de légionelles. Ceci n'est pas formalisé au sein d'une procédure. Ces résultats ne sont aujourd'hui pas transmis via GIDAF.</p> <p>Selon l'exploitant, la présence de flore interférente est due à la qualité des condensats de l'évaporateur 4.</p> <p>Des études sont en cours pour comprendre et remédier à la présence de flore. Cependant, l'exploitant n'a pas formalisé les recherches en cours.</p> <p>L'exploitant constate une diminution des dépôts depuis l'ajout d'un détergent au sein de la stratégie de traitement.</p> <p>Bien qu'en diminution, la présence sur les installations de dépôts et de matières assez grossières dans l'eau des circuits est visible.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription d'abord en formalisant les actions qu'il met en place quand l'analyse présente le résultat flore interférente ; puis en décrivant un plan d'action visant à décrire les conditions qui amènent à la présence de flore et des possibilités disponibles pour abattre celle-ci.</p> <p>Si l'exploitant démontre que malgré les actions entreprises il n'est pas possible d'abattre la flore interférente ; une demande d'aménagement proposant des mesures compensatoires sera transmise au Préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 10 : Eau d'appoint

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :</p> <p><i>Legionella pneumophila</i> < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée.</p> <p>Matières en suspension < 10 mg/l.</p>

La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place, et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité, dans un délai d'un mois.

L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.

Constats :

L'eau qui alimente l'ensemble des circuits de refroidissement est l'eau de la bache BC1.

L'exploitant a transmis par mail du 29 mai 2024, l'analyse de l'eau de la bache BC1 du 4 décembre 2023.

Cette analyse indique une concentration en MES de « <2mg/l » et absence de légionelles : légionella Pneumophila « <100UFC/L ».

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les paramètres énumérés ci-après.

DÉBIT JOURNALIER	MENSUELLE (mesuré ou estimé à partir des consommations)
Température	Annuelle
PH	Annuelle
DCO (sur effluent non décanté)	Trimestrielle
Phosphore	Annuelle
Matières en suspension totales	Annuelle
Composés organiques halogénés (en AOX)	Trimestrielle
Arsenic et composés (en As)	Annuelle
Fer et composés (en Fe)	Annuelle
Cuivre et composés (en Cu)	Annuelle
Nickel et composés (en Ni)	Annuelle
Plomb et composés (en Pb)	Annuelle
Zinc et composés (en Zn)	Annuelle
THM	Trimestrielle
Chlorures	Trimestrielle
Bromures	Trimestrielle

Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées

En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point I-2 b de l'article 26 du présent arrêté. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution. Pour les effluents raccordés, les résultats des mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant réalise des mesures des rejets globaux du site au niveau de la station d'épuration biologique après dilution avec d'autres eaux de process de l'usine.

Aucune analyse des rejets des eaux de purges des circuits de refroidissement n'est réalisée avant dilution avec d'autres type d'eau.

Par conséquent, l'exploitant n'est pas en mesure de s'assurer de façon pertinente de la conformité des eaux de rejets issues des circuits de refroidissement et d'identifier d'éventuelles dérives liées au traitement chimique de celles-ci par exemple.

L'ensemble des eaux du site rejoignent une lagune gérée par le voisin. Les eaux sont destinées à l'épandage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette prescription en réalisant des mesures des eaux de purges avant dilution. Ces mesures intégreront les produits de décomposition des produits de traitement utilisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois